

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9^{me} ANNEE — N° 105

31 mai - 13 juin 1971

LE NUMERO :

0,50 F - 5 F. B.

LA GREVE RENAULT

Quand le chien de garde lèche le fouet cinglant du maître

Il est des situations politiques ou sociales où les pires opportunistes sont contraints d'avouer la vérité. Tous les dirigeants syndicaux sans exception ont tremblé à l'idée que la grève des O. S. de Renault pourrait déclencher une vague d'agitations dans tout le pays. Si la C.G.T. a le plus vigoureux exorcisme le spectre de mai-juin 1968, c'est parce qu'elle a les responsabilités majeures à l'égard du capitalisme : la centrale de M. Séguy n'est pas l'organisation ouvrière qui lutte contre l'exploiteur, c'est celle qui a sa confiance pour faire accepter l'exploitation à ses victimes.

En cas de crise politique du type de celle de 1968, la même solution de reconduction de l'équipe gaulliste ne suffirait pas. M. Séguy sait fort bien que ses petits camarades du P.C.F. sont les candidats légitimes à la relève, les seuls capables, en cas de faillite du gouvernement en place, de remettre le prolétariat au travail, grâce au mythe de la « démocratie renouée ». Or, comme le dit toujours M. Séguy, de cette relève, « les conditions ne sont pas réunies ». Alors, pour les partisans des voies parlementaires du socialisme, c'est le vide, l'inconnu, « l'aventure », dont le secrétaire général de la C.G.T. agit l'épouvantail auprès de ceux qui veulent bien (ou même ne veulent pas) l'entendre.

En clair, la C.G.T. craint que le régime post-gaulliste craque, que la gauche démocratique soit incapable d'en prendre le relais, que les ouvriers soient lancés à fond dans une action revendicative, peut-être, qui sait, jusqu'à la mise en cause de tout le système social. Vérification : l'autre compère de la « plus large » union mort-née de cette gauche démocratique, Mitterrand, s'écrit lui aussi : « un nouveau Mai serait une catastrophe. » Ces gens savent fort bien effrayer les ouvriers par l'évocation de leurs propres forces qu'ils ne sont pas sûrs de pouvoir une fois de plus dérouter.

Personne n'avoue mieux ce rôle odieux que ceux qui le tiennent. Ecoutez donc Séguy implorer les bourgeois de ne pas le mettre, lui, sa centrale, son parti, dans cette position difficile : « Certains esprits réactionnaires — déclare-t-il — lors du congrès des textiles, le 18 mai - angoissés par l'es-sor des luttes de la classe ouvrière, agrandissent le spectre du désordre pour justifier à l'avance d'éventuelles mesures autoritaires ». Quand la classe ouvrière en court des coups, ce qui compte c'est de montrer qu'ils ne sont pas « justifiés » ! C'est la façon la plus perfide de lécher les bottes des bourgeois en prétendant défendre le « bon droit » des ouvriers : elle tend à persuader ces derniers qu'ils sont en faute lorsqu'ils défendent leurs conditions de vie et de travail, et provoquent ainsi d'inévitables « désordres ».

La presse à gages des capitalistes, qui sait fort bien que plus le capital fustige l'opportunisme plus il est servile à son égard, s'en donne à cœur joie et cravache de plus belle son

fidèle serviteur. L'U. D. R. et tous les « godillots » disponibles sortent leur grand jeu, crient à la catastrophe, dénoncent la « minorité communiste totalitaire » et la « querelle politique » qu'elle cherche « au pays ». « Le Figaro » assimile les grèves à la frénésie érotique... Et Séguy, de se mettre toujours plus à plat ventre, de protester que lui et ses amis sont « prêts à chercher les solutions par la voie normale » de la négociation. « Il faut être capable d'une perfidie » peu commune — dit-il — pour assimiler les travailleurs et leurs organisations aux fauteurs de troubles et de désordre ».

En tout cas, pour un dirigeant ouvrier, il faut un cynisme « peu commun » pour appeler « troubles et désordre » la riposte légitime des O. S. de Plins qui disputaient à la maîtrise l'occupation de l'usine pour tenter de sauver leur grève ! Et un culot peu banal pour déclarer : « Tout le monde sait avec quelle fermeté, en mai 1968 et depuis en toute circonstance, la C. G. T. a réagi à toute tentative d'entraîner la classe ouvrière dans de sombres aventures ». Ces « sombres aventures », ce sont, tout simplement, les innombrables grèves que la C. G. T. se vante d'avoir fait avorter !

Mais M Séguy continue : « Nous sommes étrangers au culte de la violence et du désordre, mais nous ne voulons pas d'un ordre fondé sur l'injustice sociale et l'exploitation des travailleurs (...). Si le gouvernement et le patronat ont réellement la volonté de détendre la situation, ils doivent le prouver en acceptant de négocier ».

Et si le patronat, M. Séguy, confiant dans votre « fermeté »... anti-grève, se refuse aux « légitimes revendications » que vous lui menez ? Si le maintien de son « ordre », aussi injuste soit-il, lui impose l'intransigeance ? Et si, enfin, le prolétariat, face à une bourgeoisie qui ne peut plus rien lui céder, ne veut plus, lui, supporter davantage sa misère ? Il faudra bien qu'il vous passe par-dessus le corps, vous et vos semblables. Cette voie est peut-être longue encore, mais elle est tracée. Et l'histoire de toutes les révolutions passées est là pour rappeler avec quelle fermeté elles savent chasser les chiens de garde d'un régime honni !

De Rocard la canaille et des tacticiens trotskistes

Sans doute parce qu'elle sait qu'il est impossible à l'ensemble de ses politiciens d'acquérir une réputation de probité même bourgeoise, la classe dominante se réserve de temps en temps un homme « propre » pour les heures de grand péril. Longtemps dévolu au buveur de lait Mendès-France qui se fit une réputation de pacifiste en coupant le Vietnam en deux, ce rôle semble devoir échoir maintenant à M. Michel Rocard.

Monsieur Rocard

Lui a choisi de donner plutôt dans le genre moderne et fringant. Qui ne se souvient du débat politique qui le vit jaser avec E. Faure ? Ce jour-là, Rocard passait pour ainsi dire un examen devant la bourgeoisie, et nous sommes sûrs qu'il fut reçu. Devant le « président » libéral, Rocard s'excusa, fit des ronds de jambe et refusa décidément de dire à son compère s'il se résoudrait à violer la loi républicaine pour la prise du pouvoir. En agissant ainsi Rocard faisait coup double : aux yeux de l'adhérent moyen du P.S.U., il faisait figure de chef habile et rusé. Mais les bourgeois intelligents du type d'E. Faure virent dans cette attitude exactement ce qu'il fallait y voir : un signe de connivence.

Cela ne suffit pas encore aux yeux du secrétaire national ; il veut à tout prix rassurer son monde et a déjà donné d'autres gages à la bourgeoisie : c'est tout simple, il est partisan de la défense nationale. Pour nous marxistes, c'est donc une franche canaille. Depuis 1871 en Europe, l'ère des guerres nationales progressives est terminée. Dans cette aire géographique, les rapports de production sont pleinement capitalistes et les guerres n'y sont plus que des produits du capitalisme. Dans ces circonstances, les prolétaires n'ont pas de patrie et les partisans de la défense nationale sont des bourreaux d'ouvriers. Rocard est de ceux-là. Bien sûr, il ne déclare pas tout crûment qu'il est pour la défense nationale, sans quoi il ne remplirait pas son rôle ; il lui faut prôner la défense nationale au nom de l'opposition au gouvernement, qui est, pour la circonstance, accusé de la saboter. La recette n'est pas nouvelle : il demande une défense nationale « véritable ». Comme il n'ose pas dire « pour une défense nationale socialiste », il dit « pour une défense nationale démocratique », puisque notre infâme époque a fait de ces deux mots des synonymes. Le résultat est le même et le seul accouplement des mots défense et nationale est une trahison. Nous savons bien aussi que notre petit monsieur s'est réservé une porte de sortie et qu'il nous opposera qu'il parle de la défense d'une « France socialiste ».

A ces arguments de tartuffe nous opposons deux choses. Premièrement, la conquête du pouvoir telle que l'entend Rocard, sans destruction violente de l'appareil d'Etat, ne changera pas le caractère bourgeois de la république française. Deuxièmement, la guerre que pourra entreprendre le prolétariat, tant offensive que défensive, n'aura aucun caractère national, puisqu'elle ne sera pas une guerre pour la constitution d'une nation ou pour l'extension de ses privilèges impérialistes, mais pour la destruction de la domination bourgeoise à l'échelle internationale. Enfin, s'il voulait éviter toute

équivoque, M. Rocard n'avait qu'à dire : nous sommes pour le défaitisme révolutionnaire. Il ne l'a pas dit, non parce qu'il ignorerait la position marxiste, lui qui péroré sous les portraits de Marx et de Lénine, ni parce qu'il est un « socialiste naïf », mais bien parce qu'il se complait dans la vague politique nécessaire à la réalisation de ses desseins consciemment contre-révolutionnaires.

Le P.S.U. face au P.C.F.

L'hypocrisie est un caractère politique ; dans le cas du P.S.U., elle est poussée à l'extrême, et ce cynisme extraordinaire n'est que le reflet de l'étroite marge de manœuvre dont dispose l'actuelle tentative de constitution d'une nouvelle social-démocratie pouvant contrebalancer le poids du P.C.F. Le P.C.F. est, lui, un parti de gouvernement. M. Marchais l'a déclaré récemment. Et avec la suffisance naïve des imbéciles qui croient tirer de leurs affirmations d'évidentes conclusions, il a ajouté : nous sommes un grand parti. Nous n'avons pas attendu les fanfaronnades de Marchais pour comprendre la nature du P.C.F., parti fondé sous les auspices de la canaille chauvine Cachin et qui, sous la direction de la canaille chauvine Thorez, remit les ouvriers au travail pour « reconstruire la France » à la fin de la seconde guerre impérialiste mondiale. Le P.S.U. est

au fond un parti de même nature que le P. C. F. ; c'est un parti d'opposition démocratique à la politique des monopoles. Mais c'est aussi pour l'instant un concurrent du P.C.F. et, qui plus est, un concurrent qui utilise des armes « déloyales » et « dangereuses ». En un sens, il adopte vis-à-vis du P.C.F. une attitude parallèle à celle qu'adopte la C.F. D. T. vis-à-vis de la C.G.T. Organisation syndicale la plus implantée dans le prolétariat, la C.G.T. a de grosses responsabilités. Dès qu'elle est obligée de suivre une vague de grèves qu'elle n'a pu contenir, elle doit se poser en défenseur de l'ordre, de peur de voir les coups de la bourgeoisie tomber sur ses organisations et aussi parce que ses dirigeants craignent la révolution comme le péché. Elle doit donc s'opposer au mouvement des ouvriers et affronter le plus souvent l'impopularité ; c'est alors que la C.F.D.T. sort de son trou et fait mine de s'opposer à la ligne capitalarde de la C.G.T. : son seul but est de se donner une teinte de « gauchisme » afin de récupérer quelques militants. Mais la C.F.D.T. n'est pas plus radicale que la C.G.T. et lorsque les ouvriers commencent à s'échauffer vraiment, les deux centrales ont vite fait de retrouver le chemin de l'unité contre leurs propres syndicats et l'ensemble des travailleurs.

Voilà le genre de concurrence que fait le P.S.U. au P.C.F. Vieille formation social-démocrate mâtinée de gauchisme naïf depuis 1968, mais où le cynisme réformiste encadre solidement la naïveté gauchiste, il est à la recherche d'une implantation ouvrière. Pour cela il lance campagne sur campagne en jouant les novateurs de la revendication, mais sans rien changer en fait aux vieilles recettes du type « contrôle ouvrier » depuis longtemps démasquées et réfutées par le courant marxiste.

(Suite page 4)

LES LÈCHE-CULS DU FRONT UNIQUE

Alors que les bonzes syndicaux faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour saboter la grève Renault, alors qu'ils dépensaient toute leur énergie, non pas à organiser et diriger la lutte, mais à machander le prix de la défaite ouvrière, les matamores de l'O.C.I.-A.J.S., dont les rodomontades assourdissent les universités, n'ont rien trouvé de mieux que de diffuser le mardi 18 à Billancourt une « lettre ouverte au comité intersyndical » pour suggérer bien humblement à la bonzerie... d'organiser une manifestation aux Champs-Élysées. Voici comment l'O.C.I. s'adresse aux chiens de garde du capital :

« Camarades de l'intersyndical
» Vous dirigez la grève
» Vous dirigez notre mouvement
» Nous ne contestons pas la responsabilité qui est la vôtre
» Vous avez négocié
» Dreyfus, dans la négociation, a bafoué les syndicats
» Il est temps d'en finir
» C'est pourquoi nous vous proposons qu'au meeting vous, camarades de l'intersyndical, unis, vous soumettiez au vote des travailleurs la résolution suivante : (suit la proposition de manifestation)
» Voilà où mène la tactique trotskyste : à soutenir et à encenser, au nom du « front unique », ceux qui ne sont pas des « camarades » mais des traîtres, qui n'ont pas « dirigé » le mouvement, mais qui ont tout fait pour le saboter, ceux dont la seule « responsabilité » consiste à faire reprendre le travail aux ouvriers pour des miettes ; les communistes n'ont rien à « proposer » à de pareilles charognes, ils doivent les dénoncer sans relâche aux ouvriers jusqu'à ce que ceux-ci comprennent à quel point leurs véritables intérêts ont été trahis.
» A force de s'aplatir au nom du front unique devant les réformistes et les traîtres dans le stupide espoir de les faire trebucher, les malheureux trotskystes de l'O.C.I. ont fini par trouver un emploi : celui de pailleçons de la bonzerie syndicale !

REUNION PUBLIQUE A BORDEAUX

Le Vendredi 18 Juin, à 20 heures 30

202, Rue de Pessac

Qu'est-ce que le Parti Communiste International ?

syndicat de classe

Supplément au "PROLETAIRE", Organe du Parti Communiste International

Correspondance : "le prolétaire" B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

NUMERO SPECIAL

A propos de la grève Renault

LE RÉFORMISME A L'ÉPREUVE DES FAITS

La grève de Renault, tout comme les mouvements sociaux qui, depuis quelques années, éclatent un peu partout dans le monde, a une importance qui dépasse largement ses résultats matériels immédiats. Les orientations politiques et syndicales actuelles du mouvement ouvrier ont été mises à l'épreuve des faits. C'est en temps de guerre que les armées ont la possibilité matérielle de faire le bilan de leur direction. Faisons-le.

La direction actuelle du prolétariat est incontestablement représentée par le P.C.F. au niveau politique et par la C.G.T. sur le plan syndical. Tout comme la C.F.D.T. et F.O. d'ailleurs, ils soutiennent un programme réformiste : pour eux, l'émancipation prolétarienne ne peut se faire qu'au moyen du passage pacifique au socialisme, par la conquête parlementaire du pouvoir au moyen des élections, par la victoire de la fameuse « démocratie avancée ». Ils soutiennent que l'ordre actuel permet aux ouvriers de parvenir légalement au pouvoir et d'assurer leur bien-être, pourvu que l'économie soit rendue compétitive et gérée par les syndicats en collaboration avec le pouvoir « démocratique ». C'est un programme complet, « cohérent », auquel toute lutte du prolétariat doit être subordonnée. Le réformisme vole ainsi au marxisme révolutionnaire une de ses armes les plus puissantes : la liaison de tout intérêt immédiat au but final.

Le réformisme subordonne tout à la conquête parlementaire du pouvoir avec tout ce qu'il présuppose : responsabilité envers les institutions parlementaires et leur fonctionnement, responsabilité quant à la bonne marche de l'économie qui devra être gérée telle quelle par les syndicats.

Voyons comment se traduit cette orientation quand les conflits de classe exigent des actions concrètes de leur part.

A Renault, les bonzes syndicaux ont crié sur tous les tons qu'il fallait défendre l'usine, « notre usine », « notre outil de travail », sous prétexte qu'« un jour l'usine sera à nous, car un jour nous serons au pouvoir ». En même temps, ils proclamaient le plus sérieusement du monde que c'était le patronat qui bafouait les intérêts de l'entreprise. Les syndicats ont tiré leur conclusion : il fallait permettre que l'entreprise tourne dans la mesure du possible « contre la direction » et, non seulement ils ont permis que la maîtrise et des jaunes travaillent, surtout dans la section de fournitures et d'expédition (faisant ainsi écouler le stock gonflé de la Régie !), mais ils interdirent que les ouvriers les empêchent de travailler.

Séguy, lui, en a tiré les conclusions générales : « Nous ne voulons pas de nouveaux mois de Mai. Nous sommes prêts à faire face à toute aventure

qui amènerait le pays au désordre... » Et le sinistre Marchais ajoutait au niveau politique : « nous sommes un parti responsable, un parti de gouvernement ».

C'est clair : si la grève n'est plus pour ces Messieurs une arme pour la lutte, mais une nécessité malheureuse qui met en cause l'économie nationale, si la grève n'a plus pour résultat de préparer l'union grandissante des travailleurs vers la révolution, alors il faut condamner toute « aventure », toute lutte décidée parce qu'elle compromettrait la perspective lointaine du réformisme : l'union grandissante des « forces de gauche » vers la relève parlementaire qui assurera, d'une part leur entrée au gouvernement et de l'autre l'essor d'une industrie nationale compétitive. C'est ainsi qu'au déclenchement spontané des grèves dans la métallurgie et dans les transports, la C.G.T. et le P.C.F. ont riposté... en criant aux provocateurs.

Ainsi, la lutte de classe est reniée et réduite à « l'ouverture des négociations », l'union grandissante des travailleurs est délogée par la défense des intérêts de catégorie, quand ce n'est pas ceux des ouvriers d'un atelier ou d'une usine ; les objectifs unitaires sont remplacés par le respect de la division que le capitalisme provoque naturellement parmi les travailleurs avec sa grille de salaires, ses primes, etc. ; l'union dans la lutte est remplacée par l'union dans les urnes un « beau dimanche électoral » ; le syndicat n'est plus l'organisation de défense générale des intérêts de la classe ouvrière, mais un organisme d'intérêt public.

Ce que fait la C.G.T. sur le terrain économique, le P.C.F. le fait sur le terrain politique : de même qu'on ne peut pas toucher aux intérêts sacrés des entreprises capitalistes parce qu'elles seront un jour « nos » entreprises, on ne peut pas lutter contre l'Etat parce qu'il sera un jour « notre » Etat.

**

Le marxisme révolutionnaire, le seul et véritable communisme, prétend lui aussi lier la lutte immédiate et les objectifs des ouvriers à son but final : la destruction de l'Etat capitaliste et l'instauration de la dictature prolétarienne sur la base des ouvriers en armes ; la destruction de l'économie capitaliste

« Ceux qui supportent tant de misère pour briser la résistance d'un seul bourgeois sauront briser la résistance de la bourgeoisie tout entière. »

ENGELS

fondée sur l'autonomie des entreprises, le salariat, le profit, le marché. C'est pour cela que le communisme, quant à lui, ne peut que mettre en avant des objectifs unitaires qui rendent possible l'union grandissante des travailleurs dans la lutte contre tous les intérêts de la société bourgeoise, de son économie et de son Etat. Il dénonce tout ce qui l'entrave, il met en avant tout ce qui la rend possible.

Le réformisme a toujours dénoncé dans le communisme son programme « abstrait », non « réaliste », « romantique », tandis que lui serait par contre « concret ». Cette accusation portée contre le marxisme révolutionnaire pouvait avoir quelque apparence de vraisemblance tant qu'il s'agissait des périodes d'accalmie sociale : les élections, c'est « sûr », « tangible » ; les bulletins de vote, cela se compte, tandis que la lutte, elle, « on ne la voyait pas » et ils pouvaient dire que les ouvriers « n'en voulaient pas ». Aujourd'hui, le « n'en veulent pas » s'est rapidement transformé en « ne doivent pas ». Aujourd'hui, leur « réalisme » s'est transformé en quelque chose d'abstrait : la recherche fébrile d'une majorité parlementaire à laquelle sont sacrifiés les intérêts bien concrets et matériels de la lutte ouvrière actuelle, le sens de la responsabilité et du respect de l'économie bourgeoise et des institutions parlementaires contre la perspective de nouveaux mois de Mai, la négociation future à la place de la lutte d'aujourd'hui, les promesses (?) de 40 heures en trois ans à la place de la lutte pour les 40 heures tout de suite. Bref, le rôle antiprolétarien du réformisme est là : il sacrifie les in-

(Suite page 3)

Toujours la chasse aux "provocateurs"

« Evitons les provocations, d'où qu'elles viennent » : tel est le maître-mot des dirigeants syndicaux traités, dès que la classe ouvrière entre en lutte contre le capitalisme. C'est ce que l'on a vu une fois de plus au cours de la grève Renault. En dénonçant les ouvriers les plus combattifs comme des « provocateurs », en se déclarant « contre toute violence », en faisant tout pour démoraliser et briser le mouvement, les « responsables » syndicaux se montrent bien pour ce qu'ils sont : les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat.

Il s'agit là, bien qu'ils se soient efforcés quelque temps de le masquer, d'une attitude politique, commandée par une vision politique, qui est celle de l'opportunisme. Le P.C.F. et les dirigeants syndicaux agissent de concert pour enfermer les ouvriers dans une lutte purement défensive sur le plan économique, purement pacifique et électorale sur le plan politique. Ils essaient ainsi de leur faire oublier que la première violence, c'est celle que le capital exerce sur leur dos tous les jours en les exploitant. Ils essaient de leur cacher que le jour où l'antagonisme des deux classes ennemies, la bourgeoisie et le prolétariat, se sera aiguisé sous l'effet des contradictions croissantes du capitalisme, la lutte de classe deviendra nécessairement conflit armé et seule la violence de classe permettra au prolétariat de briser ses chaînes, de prendre le pouvoir, puis de le défendre.

Le moment n'est pas encore venu de l'affrontement direct entre la classe ouvrière et l'Etat capitaliste. Nous n'en sommes qu'aux escarmouches. Mais dans les périodes de révolution comme de contre-révolution, l'opportunisme ne change pas de nature. Les opportunistes du P.C.F. actuel, « parti d'ordre », « parti de gouvernement » (selon la définition même de M. Marchais), sont les héritiers des « socialistes de gouvernement » que dénonçait Lénine il y a cinquante ans. Nul doute que lors de la prochaine reprise des luttes, ils ne fassent la preuve de leur appartenance à la lignée des Noske et des Scheidemann, ces assassins de l'insurrection ouvrière de Berlin en 1919.

Le programme communiste non plus n'a pas changé. Il est toujours la lutte à mort contre le capitalisme et ses laquais, pour la dictature du prolétariat sur les classes vaincues, vers l'abolition des classes, le communisme. Aussi, aujourd'hui, n'avons nous rien à ajouter au « Manifeste de l'Internationale Communiste » qui, en 1920, dans un moment où la lutte révolutionnaire était à l'ordre du jour à l'échelle internationale, répondait avec une ironie méprisante aux opportunistes de l'époque, qui accusaient les révolutionnaires de « provoquer » les représailles de la bourgeoisie contre les ouvriers. Que les prolétaires d'aujourd'hui s'en souviennent pour leurs luttes actuelles comme pour la révolution future !

« Les socialistes de gouvernement de tous les pays ont eu beau coup de raisons pour accuser les communistes de provoquer, par leur tactique intransigeante, l'activité de la contre-révolution dont ils contribuent à resserrer les rangs. Cette accusation politique n'est autre chose qu'une réédition tardive des plaintes du libéralisme. Ce dernier, précisément, affirmait que la lutte spontanée du prolétariat pousse les privilégiés dans le camp de la réaction. C'est une vérité incontestable. Si la classe ouvrière ne s'attaquait pas aux fondements de la domination de la bourgeoisie, celle-ci n'aurait pas besoin de répressions. L'idée même de contre-révolution n'existerait pas si l'histoire ne connaissait pas de révolution. Si les insurrections du prolétariat entraînent fatalement l'union de la bourgeoisie pour la défense et la contre-attaque, cela ne prouve qu'une chose : c'est que la révolution est la lutte de deux classes irréconciliables, qui ne peut aboutir qu'au triomphe définitif de l'une sur l'autre. Le communisme récuse avec mépris la politique qui consiste à maintenir les masses dans une stagnation en leur faisant redouter la massue de la contre-révolution. »

(« Manifeste du 2^e congrès de l'Internationale communiste », 1920)

RENAULT - LE MANS

La magnifique lutte des travailleurs sabotée par la direction syndicale

Il y a deux mois, la plupart des syndicats signaient avec la direction de la Régie un contrat valable pour tous les travailleurs de l'entreprise... La direction de la C. G. T. a ainsi jeté son masque : elle a bien montré à cette occasion qu'elle espérait bien jouer le jeu du capitalisme en tenant le rôle d'entremetteur, toujours prêt à marchander la lutte la plus déterminée contre quelques centimes d'augmentation. En fin de compte, la « nouvelle société de Chaban-Delmas, la « participation » et la « concertation » chères aux gaullistes n'ont pas trouvé de meilleur défenseur que la direction de la C. G. T., aux mains de ces opportunistes dont Lénine disait qu'ils sont « les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat ».

Si la C. G. T. se satisfait des miettes que le capitalisme lui accorde pour prix de sa franche collaboration à la politique « contractuelle », il n'en est pas de même des travailleurs, comme le montre la lutte résolue menée pendant quatre semaines par les 80 O. S. de l'atelier F. F., qui revendiquaient une augmentation des salaires et une refonte de la grille. Pendant quatre semaines, la C. G. T. et la C.F.D.T. ont laissé ces travailleurs dans l'isolement ; c'était une lutte « clandestine », puisqu'aucune publicité ne lui a été donnée à l'époque par les syndicats. On peut déduire de l'attitude de la C.

G. T. que ce qu'elle craignait par dessus tout, c'était l'extension de cette grève. En effet, le contrat qu'elle venait de signer allait tout à fait à l'opposé des revendications des O. S. de l'atelier F. F. : aucune amélioration substantielle n'était prévue, ni aucune réduction de l'éventail hiérarchique (pas de refonte de la grille). Dans ces conditions, soutenir ces revendications et étendre la lutte, c'était, pour la C. G. T., désavouer sa signature ; tout s'est donc passé comme si elle avait peur de se déconsidérer aux yeux de la direction.

Il faut choisir : collabora-

Le sabotage "démocratique"

Judi 29 avril, l'atelier F. F. n'est plus seul dans la lutte. Pour suppléer à la désertion totale des syndicats, tous les O. S., spontanément, cessent le travail. Le mouvement s'amplifie dans la journée, les O. P. et les mensuels rejoignent les O. S. A 17 heures la grève illimitée est décidée, avec occupation des locaux. Le travail a complètement cessé. La principale revendication unitaire est : « pas d'indice inférieur à 150 ». Il est trop tard pour camoufler le mouvement... on peut toujours essayer de le désamorcer. « On » va s'en occuper le lendemain.

Vendredi 30 avril, alors que tous les ouvriers sont en grève et occupent les locaux, les bonzes syndicaux, qui ont été surpris par la détermination et l'ampleur du mouvement, distribuent un tract déconseillant la grève illimitée et proposant d'autres moyens d'action : « la grève illimitée

(Suite page 3)

PERMANENCES DU PARTI

● A PARIS : Tous les jeudis, de 19 heures à 22 heures ; les samedis 12 et 26 juin, de 15 heures à 19 heures ; les dimanches 6 et 20 juin, de 10 heures à 12 heures, au siège du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelin.

● A MARSEILLE : Tous les samedis, de 15 heures à 19 heures, au siège du "prolétaire", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^{me} étage).

● A SAINT-ETIENNE : Tous les jeudis, de 18 heures à 20 heures, au "Cercle pédagogique", 90 bis, boulevard Valbenoite.

(Suite de la page 2)

nous a valu des échecs cuisants... ». Le défaitisme officiel ne réussit pas à refroidir l'énergie des grévistes. Que faire ? Les bonzes vont s'engager encore plus dans la trahison. On va appliquer la vieille méthode : « diviser pour régner ». Mais comment ? Eh bien, on va encore une fois recourir aux vieilles recettes démocratiques. La grève ? Oui, bien sûr, puisqu'elle est déclenchée, mais il faut voter. Les bonzes vont donc faire voter les ouvriers à bulletin secret, mais les O. P. et les mensuels ne voteront pas avec les O. S. Un délégué C. G. T. déclare : « Il n'est pas souhaitable que les mensuels et les O. P. prennent position sur une grève qui ne les concerne pas... Le temps des grèves de solidarité est terminé. »

1.500 ouvriers, écoeurés par cette saloperie « démocratique », refusent de voter et quittent le meeting. Désormais, les O. S. sont seuls dans la grève. La C. G. T. a récupéré le mouvement en le châtiant : la grève ne constitue plus un grave danger, elle est contenue dans les limites démocratiques. On va enfin pouvoir la soutenir en paroles, et surtout, la C. G. T. va pouvoir réaliser son idéal, négocier avec la direction.

La putain respectueuse

Respectueuse, ô combien, la C. G. T. qui fait appel au patronat : « à vot' bon cœur, m'sieur dames, un bon mouvement ». Respectueux, Laurent Salini, qui dans "l'Humanité" du 6 mai s'enorgueillit des limites du mouvement : « un mouvement bien circonscrit... ». Respectueux, ceux qui vont pleurer sur le lock-out, qui montre la position de force du patronat à partir du moment où le mouvement est divisé. Mais qui est responsable du lock-out ? Ce sont ceux qui ont châté l'élan des travailleurs, ceux qui ont « circonscrit le mouvement », c'est-à-dire la direction de la C. G. T.

La perspective politique offerte par le P. C. F. se montre tout aussi respectueuse, respectueuse des institutions républicaines. « Nous devons sortir les députés de leur léthargie » proclame un tract du P. C. F. (5 mai). Et on emmènera les ouvriers à la permanence de l'U. D. R., où

La magnifique lutte des travailleurs

personne ne les recevra ! On en appellera aussi à l'arbitrage de Chaban-Delmas, on transmettra des pétitions au préfet. Comme si les ouvriers pouvaient attendre autre chose d'un gouvernement capitaliste (de droite ou de gauche) que des coups de matraque ou de mousqueton !

En même temps, la putain va se livrer à son infâme marchandage. L'essentiel, c'est de négocier, d'obtenir si possible un petit quelque chose, mais surtout de rester sur le devant de la scène. Et comme « l'interlocuteur » Dreyfus se montre peu sensible au charme des sirènes célestes, malgré leur effort pour que les ouvriers restent bien sages, malgré leur attachement proclamé à l'intérêt national et à celui de la Régie, il ne reste plus qu'à reculer, à « mettre au point de nouvelles propositions », pour finir par « une meilleure considération dans l'entreprise »... jusqu'au moment où l'O. S., découragé, reprendra le collier de l'esclavage, retournera à sa machine. On lui dira alors : « Nous vous l'avions bien dit, la grève illimitée nous a valu un échec cuisant ».

La force de frappe

Cette attitude de la C. G. T., bien sûr, n'est pas acceptée de gaieté de cœur par tous les ouvriers. Les plus conscients d'entre eux réagissent. Alors, on les traite de « provocateurs gauchistes ». Et les gauchistes vont devenir le bouc émissaire. Il faut bien canaliser l'énergie des ouvriers contre quelque chose, puisqu'on ne l'utilise pas contre le patron. Et on va tomber à bras raccourcis sur les gauchistes, les accueillir à coups de barre de fer.

Sans doute, les gauchistes sont-ils politiquement inconsistants, mais que dire de la trahison ouverte des syndicats aux mains des opportunistes ? Ceux-ci sont responsables de la violence sans but des gauchistes qui est une réaction infantile devant l'abandon des objectifs du prolétariat par les directions syndicales.

Que faire ?

Pour défendre nos conditions d'existence contre les

empiètements incessants du capital, il nous faut une véritable organisation syndicale qui prépare, organise et dirige nos luttes, et non pas des entremetteurs qui bradent les grèves en négociant avec les exploitateurs.

Aux intermédiaires qui se montrent plus soucieux des intérêts de l'entreprise et de « l'intérêt supérieur de la nation » que de la défense des salaires, à ceux-là, nous disons qu'ils ne sont plus dans notre camp, que les renégats seront chassés par les ouvriers et remplacés par les révolutionnaires.

Aux directions syndicales qui refusent l'offensive et se lamentent sur les effets désastreux d'un lock-out, qui laissent les cadres et les « petits chefs » faire régner l'ordre et qui poussent le reniement jusqu'à demander

l'arbitrage d'un Chaban-Delmas, nous disons qu'ils sont des traîtres.

Les 500 jeunes ouvriers qui ont attaqué la maîtrise le vendredi 7 mai à Flins et sur lesquels "l'Humanité" déverse un flot d'injures peuvent bien se faire traiter de « gauchistes » ou, bizarrement, de « fascistes » (!). Ceux-là ont compris que seule l'action la plus dure et la plus résolue peut faire céder les exploitateurs.

S'il n'y a pas de recette miraculeuse pour gagner une grève, il est certain que ceux qui vont au combat divisés et inorganisés sont battus d'avance.

Il faut lutter pour des revendications qui unissent, afin de rassembler tous les ouvriers en une seule armée contre le capitalisme :

— augmentation des salaires,

plus forte pour les catégories les plus défavorisées ;

— réduction immédiate de la durée de travail (de l'exploitation !) ;

— paiement intégral des jours de grève et de lock-out.

Ces revendications unitaires permettront de renforcer les rangs en prévision des luttes toujours plus dures qui nous attendent, afin que demain l'action, non plus seulement défensive mais résolument offensive, permette de balayer ceux qui nous désarment devant l'ennemi de classe, ces opportunistes que Lénine caractérisait déjà ainsi : « A l'amélioration de la condition des esclaves en vue de la lutte contre l'esclavage » salarié, ils substituent l'abandon pour un sou, par les esclaves, de leur droit à la liberté. Ils préchent lâchement la paix avec l'esclavagisme, la renonciation à la lutte de classe. »

"Défendre la nationalisation" c'est défendre l'exploitation et l'Etat bourgeois !

Parmi les nombreuses saloperies inventées pour tromper les ouvriers, embrouiller les buts de leur lutte, les mettre au travail sans qu'ils aient rien obtenu ou presque, on retrouve régulièrement, dès qu'il y a un mouvement chez Renault, à la S. N. C. F. ou à l'E. D. F., le thème de la « défense de la nationalisation ». C'est ce mot d'ordre que les bonzes syndicaux ont inscrit en premier sur leurs banderoles affichées aux portes de Billancourt, suivi de la « défense de l'outil de travail » (contre qui ? Sûrement pas contre le capital !) et en dernier lieu seulement, de la défense des « revendications » — sans même préciser lesquelles !

Le but du slogan « Défendre la nationalisation » est simple : il s'agit à chaque fois de faire croire aux travailleurs en lutte que le gouvernement cherche à profiter du conflit pour dénationaliser l'entreprise et la partager entre des groupes privés. Conclusion : il ne faut pas donner au gouvernement de prétexte pour accomplir son « sale coup », il ne faut donc pas envenimer le conflit, mais au contraire être le plus raisonnable et le plus sages possible.

En leur faisant reprendre bien vite le travail pour quelques miettes, les bonzes essaient ainsi de persuader les ouvriers qu'ils ont remporté une grande victoire en évitant la dénationalisation. « Renault doit tourner de grève de l' "Humanité" », c'est « l'intérêt national » qui l'exige. Dreyfus ne dit pas autre chose. Que les fonctionnaires syndicaux cherchent à défendre leurs privilèges et leurs subventions aux dépens des ouvriers en lutte, ce n'est pas étonnant, même si c'est plutôt répugnant.

Mais les ouvriers, eux, n'ont rien d'autre à défendre que leurs conditions d'existence : à Renault comme ailleurs, le seul droit qu'ils ont est de trimer et de se taire ! Le mot d'ordre de « défense de la nationalisation » devient d'ailleurs franchement ignoble quand on pense à la proportion de prolétaires immigrés qui travaillent chez Renault, et à qui les directions syndicales proposent, en guise d'internationalisme prolétarien, la défense du capital tricolore, qui les exploite encore plus que les autres !

En réalité, qu'elles soient nationalisées ou pas, les entreprises sont capitalistes, et leur but est donc toujours d'exploiter le plus possible la classe ouvrière. Défendre les nationalisations, c'est faire croire que l'exploitation par l'Etat, capitaliste collectif, est préférable à l'exploitation par un capitalisme privé ; c'est faire croire aux ouvriers qu'il y a d'un côté de bons capitalistes qu'il faut défendre, de l'autre de mauvais capitalistes qu'il faut combattre ; c'est donc tromper et diviser la classe ouvrière.

Ces mensonges des faux communistes et des bonzes ont depuis longtemps été anéantis par Engels, qui écrivait : « La transformation des moyens de production en propriété d'Etat ne supprime pas la qualité de Capital des forces productives... L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capi-

talistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété (c'est-à-dire, plus il y a de nationalisations - NdR) et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite les ouvriers. »

La nationalisation n'est donc en rien une « victoire » à préserver, comme veulent le faire croire le P. C. F. et la C. G. T., mais bien un renforcement de l'Etat capitaliste. C'était bien votre but, en 1944, Messieurs les bonzes de la C. G. T., lorsque vous faisiez dans la "Vie Ouvrière" (2 décembre 1944), sous le titre lumineux « Les Nationalisations sont la condition indispensable du relèvement industriel de la France », les aveux suivants : « Le secteur à nationaliser doit être suffisamment étroit, les "indemnités" calculées sur une base assez raisonnable pour qu'il soit impossible aux tenants du grand capital de crier à la spoliation ou de chuchoter que le principe de la propriété privée est en jeu (...) Personne ne veut à tour de bras expropriation, réquisitionner, socialiser. Nous voulons simplement créer les conditions économiques indispensables au relèvement économique rapide. »

Votre but était celui qu'a toujours poursuivi la bourgeoisie : que la France puisse occuper

« la place qui aurait dû toujours être la sienne, celle d'une des plus grandes nations industrielles de l'Europe ». Quant aux « nationalisations » que vous préconisez aujourd'hui, alors que l'Etat de la bourgeoisie est toujours debout, l'Internationale les avait déjà qualifiées en 1921 de « duperie contre-révolutionnaire » :

« Revendiquer la socialisation ou la nationalisation des plus importantes branches de l'industrie, comme le font les partis centristes (et aujourd'hui les partis soi-disant communistes - NdR), c'est encore tromper les masses populaires. Les centristes (lisez les « communistes » du P. C. F. - NdR) n'ont pas seulement induit les masses en erreur en cherchant à les persuader que la socialisation peut arracher des mains du capital les principales branches d'industrie sans que la bourgeoisie soit vaincue, ils cherchent encore à détourner les ouvriers de la lutte vitale réelle pour leurs besoins les plus immédiats en leur faisant espérer une main-mise progressive sur les diverses industries les unes après les autres, après quoi commencent la construction "système" de l'édifice économique. Ils reviennent ainsi au programme minimum de la social-démocratie, c'est-à-dire à la réforme du capitalisme, qui est aujourd'hui une véritable duperie contre-révolutionnaire. »

Les ouvriers n'ont que faire de la « défense des nationalisations » ; ils luttent pour défendre leurs conditions d'existence contre le capitalisme, et ils ne pourront espérer remporter leurs premières victoires qu'en chassant les laquais de l'ordre bourgeois infiltrés dans leurs rangs !

Le réformisme à l'épreuve des faits

(Suite de la page 2)

Intérêts immédiats de la classe ouvrière à une perspective bourgeoise, se faisant ainsi le défenseur des intérêts immédiats et lointains du capitalisme.

Ce sont les faits eux-mêmes qui démentent les positions politiques du P. C. F. et l'orientation de la C. G. T. : le mouvement de classe lorsqu'il se déclenche, ignore les divisions catégorielles et d'entreprise ; il ignore les barrières contractuelles et les appels à la responsabilité envers « l'intérêt national » ; il ignore l'absurde perspective parlementaire ; il ignore les barrières nationales parce que le capitalisme, lui, est mondial.

**

L'hystérie « antigauchiste » du P. C. F. et de la C. G. T. qui font chorus avec la bourgeoisie et l'Etat, dépasse largement l'importance réelle du mouvement gauchiste. Leur énerverment est la rage de ceux qui, ayant défendu depuis des décennies l'économie capitaliste reconstruite avec leur concours, de ceux qui, ayant remis en place l'Etat bourgeois parlementaire, réclament aujourd'hui leur part, les miettes, la gestion du capitalisme et de son Etat. Leur

Directeur-Gérant

F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

Le parti du marketing et de l'intérêt national

Toujours plus préoccupés du chiffre d'affaires de Renault que des revendications des ouvriers, les patriotes-vendeurs du P. C. F. ont une fois de plus démontré combien ils étaient respectueux des intérêts du capitalisme. Relatant le spectacle de music-hall organisé le 16 mai à Billancourt pour endormir les ouvriers pendant les marchandages avec la direction, "l'Humanité" n'hésite pas à féliciter les syndicats d'avoir « plus fait pour le renom de l'entreprise nationale que la direction depuis 15 jours ». Subordonner les ouvriers aux intérêts et au "renom" de l'entreprise, c'est bien en effet le rôle des agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat. Pour n'être pas en reste, la section Renault du P. C. F. s'indigne dans ses tracts de « l'arrêt de la production qui coûte 5 milliards d'anciens francs par jour, qui fait perdre des milliers de véhicules dans une période favorable à la vente ». Toute grève, bande de traîtres, fait perdre des ventes au patron ! Les vrais

communistes ne s'en indignent pas, ils s'en réjouissent au contraire car ils savent que c'est le meilleur moyen de pression pour obliger le capital à céder ! Les chauvins du P. C., eux, se lamentent parce que le conflit va « favoriser les concurrents privés et étrangers en stoppant les fabrications en forte période de vente ». Quant à la C. G. T., pour mieux résister sans doute à la concurrence étrangère, elle réclame la « modernisation des fabrications de Billancourt » (tract du 12/5).

Quelle chance pour le capitalisme de disposer ainsi au sein de la classe ouvrière de propagandistes zélés de l'intérêt de l'entreprise, de l'expansion commerciale, de la compétitivité face aux concurrents, c'est-à-dire des intérêts du capitalisme ! Quand tous ces vendus auront été chassés comme ils le méritent par les ouvriers, la Régie pourra toujours les récompenser de leur trahison en les embauchant dans son service marketing !

Les belles découvertes de l'ingénieur Vassiliev

A quoi servent les machines dans la société capitaliste ? Non pas à soulager le travail vivant de la classe ouvrière, mais à en absorber toujours plus pour le transformer en profit. Marx écrit dans "Le Capital" :

« Quand nous examinons la production au simple point de vue de la valeur d'usage, les moyens de production ne jouaient point vis-à-vis de l'ouvrier le rôle de capital, mais celui de simples moyens et matériaux de son activité productive. Dans une tannerie, par exemple, il tanne le cuir et non le capital.

« Il en a été autrement dès que nous avons considéré la production au point de vue de la plus-value. Les moyens de production se sont transformés immédiatement en moyens d'absorption du travail d'autrui. Ce n'est plus le travailleur qui les emploie, mais ce sont au contraire eux qui emploient le travailleur. Au lieu d'être consommés par lui comme éléments matériels de son activité productive, ils le consomment lui-même comme ferment indispensable à leur propre vie ; et la vie du capital ne consiste que dans son mouvement comme valeur perpétuellement en voie de multiplication. Les hauts fourneaux et les bâtiments de fabrique qui se reposent la nuit et n'absorbent aucun travail vivant sont pure perte pour le capitaliste. Voilà pourquoi les hauts fourneaux et les bâtiments de fabrique consistent à tituler "un titre, un droit au travail de nuit" des ouvriers. » (Ed. sociales, 1,303 - souligné par nous).

C'est bien de la même manière que les choses se passent dans le faux socialisme russe. Témoin cette lettre de l'ingénieur Vassiliev publiée dans les "Izvestia" du 18 février 1971 :

« Plus les amortissements de l'entreprise sont élevés, plus le fonds de développement de la production est élevé, et plus sont grandes les possibilités de renouvellement de l'équipement. Mais on sait que si une seule équipe travaille sur cet équipement, l'amortissement représente 2 % du coût de la machine, si deux équipes y travaillent, il représente 4 %, et si trois équipes y travaillent, 6 %. Il en résulte que si l'équipement travaille de façon plus intensive, cela permet de diminuer le temps d'amortissement, et de récupérer plus rapidement certains fonds et de remplacer les vieilles machines-ouïls. A franchement parler nous n'avons pas encore bien appris à utiliser jusqu'au bout cette réserve de l'exploitation accélérée de l'équipement. Il doit s'agir non seulement de faire travailler tout l'équipement à plusieurs équipes, mais aussi d'éviter les arrêts dus à l'absence de préparation ou à la mauvaise qualité des réparations. »

Le travail plus intensif « de l'équipement », M. Vassiliev, c'est le travail plus intensif de la classe ouvrière, l'« exploitation accélérée de l'équipement », c'est l'exploitation accélérée des prolétaires ! On peut faire confiance aux serviteurs du capital du genre de M. Vassiliev et de son espèce pour « bien apprendre à utiliser jusqu'au bout » cette exploitation. Rien n'est plus simple : équipes de jour, équipes de nuit, 3 x 8, salaire aux pièces, augmentation des cadences. Qu'importe si les ouvriers sont épuisés, qu'importe s'ils ont une famille, qu'importe si le système des 3 x 8 les transforme en bêtes à produire : l'essentiel c'est que les machines tournent toujours plus vite pour absorber la sueur de la classe ouvrière et la transformer en profit pour l'entreprise de M. Vassiliev !

Le socialisme est exactement le contraire de cette hystérie productive : non pas les machines pour faire travailler toujours plus les ouvriers mais les machines pour réduire l'effort de l'espèce humaine, pour travailler moins, pour réduire les cadences, pour réduire la journée de travail, pour supprimer le travail de nuit. Le socialisme mettra les machines au service de l'homme et non l'homme au service des machines !

"L'unité" de la C. G. T. contre la généralisation des luttes ouvrières

Depuis le premier jour de la grève Renault, la volonté de la direction stalinienne de la C.G.T. est claire : empêcher par tous les moyens la généralisation de la grève, saboter la lutte des O.S. du Mans et faire en sorte qu'en aucun cas le mouvement ne s'étende à l'ensemble des entreprises de la métallurgie.

Ce n'est pas l'« Humanité » qui pourra démentir : « les grévistes savent qu'ils doivent compter sur leurs propres forces au lieu de s'en remettre à un embrassement général en d'autres lieux. » ("Humanité" du 4 mai). « Laisser les ouvriers professionnels et les mensuels libres de se rendre au travail et d'agir à leur guise. » ("Humanité", 6 mai). « Le cas des ouvriers professionnels et des mensuels est dissocié. » ("Humanité" du 10 mai).

Qui peut encore croire que les syndicats ont essayé de faire combattre tous les prolétaires de Renault, O.S., mensuels et ouvriers professionnels, tous unis contre leur patron ? « Les 1500 ouvriers de la production tracteur ont été tenus à l'écart car ils souffraient déjà, depuis septembre 1970, de la perte de salaire consécutive à la mise en chômage 4 jours par mois. » ("Humanité" du 6 mai).

Que veulent prouver les stalinien de la C.G.T. ? Sans doute que les ouvriers ne peuvent et ne doivent pas se battre et défendre leurs conditions de vie quand ils sont exploités ?

C'est cela, l'unité de la C.G.T. et des autres syndicats : briser toute tentative de généralisation des luttes des prolétaires ! Rien ne les arrête dans leur métier de chiens de garde du capital, et surtout pas le mensonge : « Les O.S. du Mans n'ont pas été isolés du reste des travailleurs. La tactique de la C.G.T. a mis en brèche l'opération qui consistait à opposer les mensuels aux ouvriers. » ("Humanité" du 15 mai). Alors que les syndicats, C.G.T. en tête, ont tout fait pour séparer les O.S. des autres travailleurs, l'« Humanité », comme si de rien n'était, fait passer les déclarations les plus mensongères, les plus ignobles. Les traités et les conciliateurs du P.C.F. et de la C.G.T. auront beau faire, rien n'effacera leurs actes, n'est-ce pas M. Ségué ? « Nous ne voulons pas de nouveaux mois de mai... nous ne voulons pas plonger la France dans une grève générale » (discours devant le congrès C.G.T. de Meurthe et Moselle, 17 mai).

La seule unité que les stalinien connaissent, c'est l'unité avec les patrons et leur Etat capitaliste !

REUNION PUBLIQUE A SAINT-ETIENNE

Jeu. 10 Juin, à 20 heures

au "Cerclé pédagogique" 90 bis, Boulevard Valbenoite

Le Trotskysme

Le P.C.F. à la pointe de la "politique d'alliance"

Pendant que la "Semaine de la pensée marxiste" (qu'ils disent) s'achevait par un débat sur le thème « Alliance de classes, alliance politique », débat au cours duquel le P.C.F. tentait une fois de plus de justifier l'alliance du prolétariat avec les classes moyennes, le secrétaire général du P.C. espagnol montrait à quoi doit nécessairement aboutir ce genre d'alliance.

Ce secrétaire général poursuivi pour injures à l'armée écrit en effet à son juge pour se disculper (voir "Le Monde" du 2-3 mai 71). Il rappelle que bien loin d'injurier l'armée, il a déclaré textuellement : « Il y aurait une erreur facile à commettre : dire que c'est l'armée qui voulait du sang, et que c'est la magnanimité généreuse du Caudillo qui a sauvé de la mort des condamnés... Si, finalement, Franco n'a pas exécuté les sentences de mort... c'est parce que l'armée n'a pas voulu le suivre sur ce chemin. » Et au cas où l'état-major de l'armée espagnole ne comprendrait pas que le P.C.E. est en train de lui tendre une main fraternelle, M. le secrétaire général cite un autre passage important de son discours : « Il existe en Espagne deux forces fondamentales qui ont un poids décisif sur la vie du pays : la classe ouvrière et l'armée. Pourquoi ne pas essayer d'arriver à un certain accord afin d'assurer un avenir de liberté et de progrès à notre pays ? Cela se produit dans d'autres pays, pourquoi cela ne se produirait-il pas en Espagne ? »

A quels « autres pays » pensait-il donc ? A la Grèce ou à la Pologne ? A la Chine ? L'Argentine ? A l'Egypte ? Au Pérou ? A la Turquie ? Dommage que M. le secrétaire général n'ait pas précisé. Car si on ne connaît que

trop de pays où l'armée, en accord ou en désaccord avec les bons démocrates, fait sentir son « poids décisif », on n'en voit aucun où soit ainsi assuré « un avenir de liberté et de progrès ». Et pour cause !

M. le général-secrétaire du P.C.E. a tout bêtement oublié de se demander ce qu'est cette « force fondamentale », l'armée. Ou plutôt il veut nous faire croire qu'il s'agit d'une « force », à l'état pur, sans signification de classe ! En réalité l'armée est toujours la force organisée d'un Etat, et un Etat est toujours un Etat de classe. Aussi, pas plus que l'Etat, l'armée ne saurait être au-dessus, à côté ni en dehors des classes.

Le fait que, dans beaucoup de pays, elle se veuille « force autonome » et prétende jouer un rôle politique propre ne doit pas faire illusion. Cette apparente indépendance provient d'une faiblesse politique de la bourgeoisie ; l'armée qui se présente alors comme un arbitre au-dessus des classes est l'organisation de combat de l'Etat bourgeois, qui tend à se substituer à son organisation politique insuffisante ou défaillante. C'est pourquoi ce phénomène se manifeste aujourd'hui dans presque tous les Etats bourgeois jeunes ou peu développés (d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine), et même dans d'autres plus anciens ; mais il est en fait aussi vieux que la révolution bourgeoise elle-même : il

suffit de penser au bonapartisme.

En assumant la direction de l'Etat dans un pays où le capitalisme n'est pas encore développé, l'armée joue effectivement un rôle « révolutionnaire », mais au sens bourgeois et dans les limites tracées par le rapport de forces entre nations impérialistes et pays sous-développés.

Même dans une telle situation le prolétariat doit se constituer en classe autonome, et lutter contre sa bourgeoisie (son armée) en liaison étroite avec le prolétariat international.

Que dire alors de « communistes » qui prônent une telle alliance dans des pays où la révolution bourgeoise est faite depuis longtemps, et où le développement du capitalisme n'a plus rien de révolutionnaire ? Un tel accord est directement et exclusivement dirigé contre le prolétariat, et vise à briser autant sa lutte révolutionnaire que sa résistance élémentaire à l'exploitation. C'est bien pourquoi ces accords sont conclus avec l'Etat bourgeois en général (et, pourquoi pas, l'armée en particulier) non pas par « la classe ouvrière », mais par les partis opportunistes qui la trahissent, et le prototype en est celui que conclurent en 1918-19 la Socialdémocratie et la Reichswehr pour massacrer le prolétariat allemand.

Toutes les alliances avec quelque fraction que ce soit de la bourgeoisie, censément « progressiste », amènent finalement à s'allier avec l'Etat bourgeois sous sa forme la plus pure : l'armée. Le P.C.E. nous en donne cyniquement la preuve, dévoilant ainsi l'avenir de tous les partis opportunistes. Mais au fait, ne nous montre-t-il que leur avenir ?

De Rocard la canaille et des tacticiens trotskistes

Le P.S.U. face aux Trotskystes

(Suite de la première page)

Cependant, Rocard a tout de même beaucoup de mal à réaliser ses projets. Il n'en poursuit pas moins avec ténacité sa route de toujours : celle de l'unité de la gauche passe désormais par l'alliance avec les gauchistes. Et si l'on fait aujourd'hui le bilan des derniers mois de manœuvres du P.S.U., on peut considérer qu'il est tout à fait positif pour Rocard et que ce jeune homme est promis à un brillant avenir politique dans la longue liste des vieilles canailles social-démocrates. Avec des moyens limités, il a réussi de grandes choses : il a donné à son parti une teinture révolutionnaire, il a devancé aux élections le vieux nouveau parti socialiste de Savary ; il a participé à la manifestation du premier mai à Paris comme leader politique du cortège gauchiste, "Tribune socialiste" a écrit que le groupe du P.S.U. était apparu comme « le plus nombreux et le mieux organisé » et se proclame maintenant « la force principale du courant révolutionnaire ».

Mais surtout, Rocard a développé une habile politique de l'unité sans exclusive, et ceci est tout bonnement extraordinaire : il a réussi à mener en même temps des négociations avec le P.C.F. pour « l'unité de la gauche », et des négociations avec les trotskystes pour « l'unité des révolutionnaires ».

Trotskysme et Frontisme

Le trotskysme tout entier, qu'il s'agisse de l'O.T. qui en donne une version tout à fait caricaturale parce que poussée à ses conséquences extrêmes, ou de "L.O." et de la "Ligue", n'a jamais cessé de se réclamer du catastrophisme manœuvriste du Troisième congrès de l'Internationale. Ce manœuvriste avait été proposé comme tactique momentanée, pour faire face au recul de la révolution. Notre courant s'y opposa dès le début ; il mit en garde la direction de l'Internationale contre les conséquences catastrophiques que risquait d'avoir cette manœuvre si le reflux de la révolution se prolongeait. La dégénérescence ultérieure de l'Internationale justifia malheureusement ses craintes : ce ne furent pas seulement les organisations qui furent perdues pour le communisme,

mais les possibilités de reprise elles-mêmes qui furent compromises. Les propositions d'action aux partis sociaux-démocrates devinrent chez les stalinien le plus court chemin vers les Fronts Populaires, mais elles restèrent chez les trotskystes un réflexe quasi permanent, qui marqua d'ailleurs leur chute idéologique devant la contre-révolution triomphante.

En faisant des propositions d'action communes à des partis qu'ils qualifient d'« ouvriers », dénomination absurde qui masque sous la banale définition sociologique - d'ailleurs imméritée - le caractère politique d'agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier de ces partis, les trotskystes croient « créer une dynamique », « accélérer l'histoire ».

Le plus lamentable de cette histoire, c'est que les trotskystes se croient subtils ; il existe dans leur esprit cette idée naïve que la politique est affaire de bonnes manœuvres et ils sont tout à fait persuadés qu'ils manœuvrent habilement.

C'est là une des caractéristiques essentielles de l'activisme.

Ce qui compte en politique, c'est ce qu'on fait et non pas ce qu'on dit. Que disent les trotskystes ? En privé, ils affirment savoir à quoi s'en tenir sur le P.C.F. et sur Rocard, quoique, tombés eux-mêmes dans l'antimonopolisme, ils ne soient capables de faire de ces partis que des critiques activistes et démocratiques. Que font ils en public ? Ils n'arrêtent pas de négocier, soit entre eux, soit avec Rocard. On a même vu Krivine et Rocard défilier bras-dessus bras-dessous. Sans doute Krivine n'a-t-il plus de souvenir de la façon dont Lénine polémiqua contre l'internationalisme au moins confus de Trotsky ; et pourtant Trotsky, même défendant des positions fausses, était un internationaliste sincère. Krivine, lui, prend par le bras un partisan de la défense nationale ! Sans doute pour faire comprendre à tout le monde que ce monsieur est une parfaite canaille. Marchant donc bras-dessus bras-dessous, Krivine et Rocard se lamentaient que le P.C.F. eut rompu l'unité. Quelque réserve que l'on doive faire sur les positions du Trotsky de l'époque du front populaire, nous ne pouvons nous empêcher de paraphraser sa manière. "L.O." soutien Krivine, qui s'accroche à Rocard, lequel tend la main à Savary, qui la tend à Hernu, qui la tend à sa droite.

Loin de contribuer à la nécessaire clarification politique, les trotskystes contribuent à la plus sale besogne qui soit : celle qui consiste à semer des illusions dans la classe ouvrière. Nous ne nous proposons pas par conséquent de redresser ou de mettre au pied du mur les trotskystes : nous nous proposons de détruire le trotskysme comme courant politique, qui, résultat de la contre-révolution, ne peut pas rompre avec la contre-révolution.

« Ce qui importe avant tout, c'est que le champ soit de plus en plus net pour la bataille décisive et la position des partis claire et pure ». Cette opinion d'Engels ne nous autorise pas à penser que c'est en faisant le contraire de ce qu'on pense qu'on éclaire le mieux le prolétariat.

Nous appellerons donc un chat un chat, Rocard une canaille et les trotskystes de misérables flancs-gardes de la contre-révolution.